

Un travail de longue haleine pour l'Europe Le mouvement européen de base en Suisse depuis 70 ans

Par Georg Kreis

La création de l'*Union européenne, Mouvement suisse pour une fédération de l'Europe* le 24 juin 1934 au cinéma Capitol de Bâle ne fut pas sans entraîner des conséquences politiques. C'est pourquoi il est important de la commémorer, même si 70 ans est un chiffre inhabituel pour ce genre d'exercice. Le Cinquantième a été célébré avec faste à l'Hôtel-de-Ville de Berne par quelques 300 participants et en présence de Jean-Pascal Delamuraz qui, tout juste élu au Conseil fédéral, avait dû démissionner du Bureau central de l'*Union européenne de Suisse*¹. Cette fête, à laquelle avaient été conviés aussi bien des concitoyens que des étrangers, avait été un petit de signe de vie au sein d'une profonde léthargie helvétique, situation – disons-le pour se consoler – encore bien plus distante de l'« Europe » qu'elle ne l'est aujourd'hui. En 1984, la Suisse sommeillait profondément depuis douze ans déjà – elle avait signé l'accord de libre-échange avec la CEE en 1972 - et il lui faudrait encore cinq ans de plus pour se réveiller avec le lancement de l'EEE en 1989.

Lors des anniversaires, il est de coutume de jeter un regard en arrière et en avant. Pour ce qui est du regard rétrospectif, il faut se demander ce qui doit être transmis, en s'abstenant de toute nostalgie malvenue, et s'interroger sur ce qui s'est passé. Mon message est simple : cette histoire montre qu'il est autant nécessaire de manière générale qu'en Suisse en particulier de prendre une grande respiration avant de s'engager dans des réformes de fond.

L'*Union européenne de Suisse*, précurseur du *Nomes*, est née à la fois d'une dissidence et d'une fusion. La fusion fut peu spectaculaire : le groupe suisse de l'association internationale « *Jeune Europe* »² et celui de la majorité de l'*Union paneuropéenne* (à l'exclusion du groupe de Zurich) ont fusionné dans le nouveau mouvement de l'*Union européenne de Suisse*. Cette fusion fut néanmoins une violente rupture entre le groupe des Paneuropéens bâlois et le père du mouvement paneuropéen, le comte Richard Coudenhove-Kalergi. Celui-ci avait tenu en 1932 à Bâle son troisième grand Congrès paneuropéen et avait convaincu les Bâlois de l'idée européenne tout en les heurtant par le style d'organisation qui était le sien. Coudenhove-Kalergi, qui s'inspirait notamment du modèle des mouvements de masse fascistes, se concevait comme un guide qui attend en retour une obéissance totale. N'ayant reçu aucun soutien du gouvernement national et des partis traditionnels, l'aristocrate et son influente épouse, par ailleurs actrice, voulaient s'appuyer à la fois sur un milieu de notables et sur un mouvement de masse. Le couple avait finalement trouvé des financements auprès de quelques grosses entreprises, parvenant ainsi à ne pas dépendre des cotisations des membres, dépendance qui aurait impliqué inexorablement un débat avec ceux-ci. En 1933, la section bâloise a cherché en vain à convaincre le comte que la section suisse du mouvement paneuropéen, expression de la Landeskultur, devait pour le moins être organisée de manière démocratique. Le résidant de la Wiener Hofburg qu'était Coudenhove-Kalergi ne pouvait reconnaître dans les principes démocratiques des braves citoyens suisses qu'un danger, tel celui des comités de soldats dont l'expérience avait été faite en 1917-

¹ Rapport à retrouver dans *Europa* 11/12 1984. Pour l'occasion, le président fondateur Hans Bauer avait également publié un livret de seize pages : *50 Jahre Europa-Union Schweiz 1934-1984*. Berne 1984. Du même auteur: *Basel und die Europa-Bewegung*. In: *Basler Stadtbuch* 1971, p. 7-18.

² Créée en 1930 à Genève, voir Thomas Staffelbach, *Die Europa-Union 1945 bis 1949*. Manuskript Basel 1991 (von G.K.betreute Liz. Arbeit). Résumé dans : *Studien und Quellen* 18, Berne 1992. p. 161.

1918. A l'été 1934, la rupture est consommée et la création de l'*Union européenne – Mouvement suisse pour l'Unité de l'Europe* actée³.

Dans les années 1943-1950, lorsqu'un nouvel et dernier élan pour la création d'une réalité supranationale européenne vit le jour, le mouvement européen pouvait servir de base au projet. Le *Mouvement de base* souhaitait néanmoins immédiatement une Europe complète et ambitieuse, considérant majoritairement qu'il était possible de réaliser l'union grâce à la voie classique d'une constitution. A l'image de la construction d'un Etat, il fallait d'abord un conseil chargé de la rédaction d'une constitution, puis un référendum, des élections ordinaires et enfin la constitution du Parlement et du gouvernement. L'Histoire a emprunté consciemment un autre chemin : celui de l'intégration par secteur, incluant à l'échelle gouvernementale une mise en scène de projets communautaires restreints : le charbon et l'acier, l'énergie atomique et le commerce, plus tard l'union monétaire et la constitution, non pas au début, mais plutôt vers la fin.

Il faut l'admettre, il ne s'agit pas ici de la voie royale mais plutôt de celle des efforts, une voie pas particulièrement fascinante, ressemblant plutôt à une structure technocratique qui repose sur des étapes dépourvues de clinquant. Il ne s'agit pas d'une cathédrale gothique, comme à Chartres, mais plutôt d'un conglomérat de containers, comme à Heathrow. Et ce n'est qu'avec la Constitution que viendra une structure mieux ordonnée. Les vétérans du *mouvement de base* se sont plaints plus tard, en 1963, disant que ce que d'autres avaient réalisé avec le temps ne leur convenait pas et prenait trop de temps : « nous avons perdu quinze ans ! »⁴. Dans ce cas, on peut cependant répondre : combien de temps nous avons pris, ce n'est pas cela qui compte. Ce qui compte, c'est que cela ait abouti. Au besoin, ça peut aussi devenir une vertu : le travail étape après étape a laissé le processus de construction devenir une tâche de long terme et a évité une constellation qui, après un acte unique de créativité, aurait sombré dans le conservatisme. Les dynamiques principales de l'approfondissement et de l'élargissement, en cours depuis plus d'un demi-siècle, ne sont pas terminées, n'ont pas encore atteint la fin de l'Histoire. L'objectif final, qui est proche, accapare les Européens.

A la question de savoir quand on aurait le fin mot de l'histoire, l'ancien ministre allemand des Affaires Etrangères Joschka Fischer, qui avait reconnu l'accent suisse de son interlocuteur, avait répondu du tac au tac : Quand la Suisse aura adhéré. Les contributions de la Suisse à l'Histoire du processus d'intégration européenne sont essentielles. Au début de beaucoup de chronologies, il y a le discours de Churchill à Zürich, produit d'un hasard complet, pour tous et pas seulement pour les tenants de l'intégration européenne qui utilisent son nom. Le Britannique s'exprimait en anglais en faveur d'une alliance assez lâche d'un type plutôt traditionnel, bien entendu sans la participation de la Grande-Bretagne.

Une autre contribution suisse est en revanche moins connue : l'hospitalité qui a été offerte aux adeptes des mouvements de base européens qui finissaient enfin, lors de leurs réunions, par se comprendre, comme ce fut le cas en 1946 à Hertenstein au bord du lac des Quatre-Cantons⁵, puis en 1947 à Montreux sur les bords du lac Léman⁶. Lors de la réunion d'Hertensteiner, on s'était rendu après tout à la prairie du Rütli et on avait célébré la *Confédération européenne* aux sons de la musique des

³ Georg Kreis, Der "vierte Tag" der Paneuropa-Bewegung. In: *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde* 1991. p.335-361.

⁴ Accordé à Raymond M. Jung suite à une décision en faveur des "Institutionalistes" ou "Fonctionalistes" et en défaveur des "Constitutionalistes" en mai 1958, mis ensuite dans la bouche de Henry Brugmans en 1963 (NZZ 5 février 1999).

⁵ 80 participants issus de 13 pays, surtout d'Allemagne. Lipgens, début de la page 301ff.

⁶ Premier congrès officiel de l'Union européenne des Fédéralistes avec 130 délégués de 10 pays d'Europe de l'Ouest

Alpes⁷. On pourrait évoquer pour chaque époque les *Rencontres internationales de Genève*⁸. Dans les premières années de l'après-guerre, les deux Histoires, l'européenne et la suisse, ont été encore entremêlées pour un moment. Ensuite, elles ont pris des chemins séparés. Au Congrès européen de la Haye en 1948, où sous la présidence d'honneur de Churchill ont été posés les jalons d'une construction européenne assez lâche, la Suisse n'était pas représentée par un démocrate de la base puisqu'il s'agissait du vieux conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz⁹. A cette époque, la Suisse avait fui autant que possible la politique internationale. Elle s'était engagée à l'échelle mondiale en faveur de l'humanitaire et de la médiation, au niveau européen, dans le meilleur des cas, dans le domaine culturel à travers le *Centre européen de la culture*, créé à Genève par Denis de Rougemont en 1950, et qui pouvait s'appuyer sur une résolution du Congrès de la Haye en 1948. Le bel esprit européen allait bien plus au-delà du nationalisme que ce que la plupart pensait : il prévoyait non seulement l'absorption du fédéralisme helvétique puisqu'il souhaitait dans les années 1960, via l'Europe, pérenniser le cas particulier suisse par l'intégration de la Suisse en tant que district des futurs Etats-Unis d'Europe¹⁰. Les voix officielles de la Suisse accompagnaient la construction européenne de leurs vœux de succès à chaque fois que la *Communauté européenne* franchissait une nouvelle étape, tout en espérant secrètement l'échec du projet qui, on le craignait, pouvait entraîner l'échec de la voie solitaire choisie par la Suisse.

Dans les dernières années, la question s'est posée à de nombreuses reprises de savoir si la Suisse n'avait pas laissé passer une occasion unique en 1944-1945 de devenir un membre comme les autres de la communauté internationale en participant à l'ONU et au processus de l'intégration européenne. Le Conseiller fédéral Max Petitpierre, gouverneur d'une Suisse très bourgeoise, avait demandé une audience à Churchill quand celui-ci voyagea en Suisse. Il rencontrait des difficultés avec les Hertensteinern et refusa de jouer un rôle officiel au Congrès de Montreux. L'*Union européenne de Suisse* lui paraissait suspecte. Dans les faits, elle était étiquetée socialiste et gauchiste. De plus, l'*Union européenne de Suisse* était d'autant moins sympathique aux yeux de Petitpierre que Hans Bauer, son président central, avait rudement critiqué le discours de Churchill à Zurich¹¹. Ce n'est du reste qu'en 1952 que le Ministère public de la Confédération sifflait la fin de l'alerte lorsque le Conseiller fédéral Edouard von Steiger déclara qu'« il n'y a absolument rien de défavorable dans ce mouvement »¹². L'*Union européenne de Suisse* se positionnait à l'époque pour un rapprochement du Conseil de l'Europe que la Suisse officielle maintenait à distance. Sa proposition refusée de disposer d'au moins un observateur au Conseil de l'Europe lui a permis en compensation d'être nommément citée pour la première fois au Parlement en 1952-1953¹³.

⁷ Staffelbach, 1992, p. 192.

⁸ Claus Hässig, "Intellektuelles Vakuum oder Aufbruchstimmung?" In : Die Schweiz im internationalen System der Nachkriegszeit 1943-1950. Itinera 18/1996. p. 18-31.

⁹ Pilet-Golaz a été proposé en 1949 pour l'exécutif provisoire au Conseil de l'Europe ce qui avait provoqué les protestations du comité d'action des jeunes de l'*Union européenne suisse*. Voir Staffelbach, 1992, p. 186.

¹⁰ Denis de Rougemont, La Suisse ou l'histoire d'un peuple heureux. 1965.

¹¹ Le 19 décembre 1946, Hans Bauer, président de l'Union européenne de Suisse, écrit à l'Assemblée fédérale au nom de son mouvement une lettre dans laquelle il critiquait le concept anti-russe de Churchill. Vgl. Staffelbach, 1992, p. 183.

¹² Eric Flury-Dasen, "Die Union européenne des fédéralistes und die Europa-Union. Grenzen und Möglichkeiten des Einflusses von europaföderalistischen Verbänden in der Schweiz". In : Die Schweiz im internationalen System der Nachkriegszeit 1943-1950. Itinera 18/1996. p. 32-54. cit. p. 45.

¹³ Plus de détails dans Georg Kreis, Kleine Neutralitätsgeschichte der Gegenwart. Ein Inventar zum neutralitätspolitischen Diskurs in der Schweiz seit 1943. Berne 2004. p. 54.

A un historien, on demande : qu'a réussi le mouvement européen suisse au cours de ces septante années d'existence? Peu, mais en même temps, peut-être aussi beaucoup : il a contribué à ce que les débats et les discussions sur l'adhésion à la CEE, puis à l'UE aient lieu et se poursuivent au Parlement.

Avant les années 1990, les années 1950 ont été l'époque d'un engagement intense du *Mouvement européen suisse*. A l'époque pas encore reconnu et apparaissant comme un philosophe excentrique et un docteur en sciences politiques ayant réalisé ses études à l'étranger (Paris), l'écrivain Hugo Loetscher (né en 1929) s'est engagé en tant que président de la campagne de pétition en faveur de l'adhésion au *Conseil de l'Europe*. Hans Christoph Binswanger (également né en 1929), devenu plus tard professeur d'économie à Saint-Gall, et membre actif FDP, nommé en 1956 au poste d'économiste national et porte-parole de la majorité des jeunes signataires, estimait que la Suisse fondait sa politique européenne uniquement sur les intérêts économiques, délaissant ainsi ses valeurs idéalistes. La génération des promoteurs de l'Europe des années 1950 a poursuivi son action : par exemple Henri Rieben, futur gardien des archives Jean Monnet à Lausanne, a obtenu son doctorat en 1952 grâce à sa thèse d'économie intitulée « Des ententes de maîtres de forge au Plan Schuman ». En 1959, il suivait en tant que journaliste le désormais célèbre Henri Stranner sur sa thèse de sciences politiques « L'attitude de la Suisse en face de l'intégration politique et économique de l'Europe ». Le groupe des *Jeunes Européens* de l'époque peut se vanter de rassembler d'autres grands noms, comme Kurt Furgler, Rudolf Friedrich ou encore Alois Riklin¹⁴. Comme vous le verrez bientôt, le passé peut de manière très concrète colorer le présent : en 1959, un certain Benedikt de Tscharnier - futur Secrétaire Général de l'*Union européenne de Suisse* puis ambassadeur à Bruxelles - alors étudiant en droit de 22 ans à Bâle publie un long article dans le *Journal du Mouvement européen* (il sera diplômé en 1961 grâce à une thèse sur le GATT). En automne 1960, Dieter Chenaux publie dans la *NZZ* un plaidoyer en faveur d'une position plus ouverte vis-à-vis de la CEE. Cette contribution rédigée à l'âge 26 ans dont le sous-titre précise : « Par un jeune universitaire »¹⁵ a jeté un coup de projecteur important sur la problématique européenne, bien avant que son auteur ne travaille au sein des services diplomatiques et finisse sa carrière à Bonn.

Lors des négociations de 1962-1963 sur l'accord d'association, la Suisse a développé, grâce au « pèlerinage » bruxellois des conseillers fédéraux, pas franchement progressistes, Friedrich Traugott Wahlen et Hans Schaffner (en septembre 1962)¹⁶, une ouverture et une proximité inédites avec l'Europe unifiée. Les accords finaux de 1972 restaient néanmoins très en deçà de cette avancée, s'arcbutant sur l'amour de l'économie suisse pour le libre-échange apolitique et laissant le pays dans son sommeil déjà évoqué.

La génération des années 1950 a abdicqué et a pris sa retraite. Avait-elle trouvé des successeurs ? Bien sûr, chaque époque apporte son lot d'engagements divers, y compris en faveur de l'Europe, de l'intégration de l'Europe, de la pleine participation des Suisses à ce processus. Mais dans un milieu comprimé et confortable, ce n'est qu'en 1992 qu'un successeur émergea pour naître en fanfare le 6 décembre. Dès septembre 1993, le comité « né le 7 Décembre 1992 » avait remis son initiative en faveur des négociations comptant 114000 signatures en Suisse romande. En 1994, l'*Union européenne de Suisse* renonçait à son ancien nom et choisissait, à l'image du mouvement internationale, la nouvelle

¹⁴ Sous la direction d'Alois Riklins émergea en 1975 un « Programm d'Hertensteiner » sur la politique européenne suisse, qui fut retravaillé et republié en 1984 pour les 50 ans du mouvement.

¹⁵ *NZZ* n°3326 et 3339 du 30 septembre et du 1er octobre 1960.

¹⁶ Pierre DuBois, *Die Schweiz und die europäische Herausforderung 1945-1992*. Zurich 1990. p. 56.

étiquette de *Mouvement Européen Suisse*¹⁷. Le terme « Union » a été perçu comme trop statique, celui de « mouvement » convenant davantage à la dynamique de l'époque. 1998 se déroulait fort heureusement sans dissidence, mais avec la large fusion de plusieurs groupes qui constituent aujourd'hui le *Nomes*¹⁸. 2001 voyait cependant l'échec amer de l'Initiative « Oui à l'Europe » lancée par le *Nomes* (avec 76,8% pour le camp du *Non*). L'objectif de porter les discussions sur l'adhésion avait été atteint, mais au prix d'un double *Non*, d'abord des éternels adversaires de l'adhésion, mais aussi de ceux qui s'opposaient autant au calendrier qu'à la procédure.

Le *Mouvement européen en Suisse* n'est pas et n'a jamais été présenté comme mouvement de la jeunesse : il s'appuie sur un équilibre des générations. Il n'est pas non plus un mouvement de « jeunes » anciens combattants. Néanmoins, il a besoin des jeunes. Il est toujours agréable de pouvoir placer ses espoirs dans la jeunesse qui s'enthousiasme plus facilement pour ce qui est inachevé, ce qui reste encore à faire¹⁹. D'un autre côté, il serait trop confortable de déléguer l'adhésion de la Suisse à *l'Union Européenne* ou simplement de laisser les événements se produire. Qui plus est, les jeunes d'aujourd'hui sont majoritairement plutôt conservateurs et davantage intéressés par la sphère privée et les valeurs matérielles. L'idéalisme européen traditionnel sonne comme un message venu d'un pays lointain. Ainsi, la tâche potentiellement la plus importante réside dans le fait de montrer que le projet européen est le travail de longue haleine d'un idéalisme réaliste ou d'un réalisme idéaliste. Considérées comme indispensables en 1984, la patience et la persévérance le restent aujourd'hui.

¹⁷ Claudio Fischer dans: Europa 3/1994.

¹⁸ Lukas Brunner dans : Europa mars 1998 (seul numéro de l'année). Fusion réunissant le Mouvement européen suisse, né le 7 décembre 1992, Aktion Europa Dialog et les Jeunes Fédéralistes européens. Rapidement suivi par *Né en 1848* et *Renaissance Suisse-Europe*.

¹⁹ Georg Kreis, Die Jugend im Angesicht einer unfertigen Welt. Dans : Ders., Europa und seine Grenzen. Ainsi que six autres essais. Berne, 2004. p. 193-199.